

ENTRETIEN

Pour le raffinage français et européen, le temps des difficultés n'est pas encore achevé,

déclare au **PGA** Jean-Louis Schilansky,
président de l'**UFIP**

- ▶ Aux problèmes bien connus de notre industrie est venue s'ajouter récemment la **concurrence des raffineries américaines**.
- ▶ Les **surcapacités du raffinage en Europe** sont évaluées à au moins 10%.
- ▶ **Gaz de schiste en France** : le sujet n'est pas clos et nous allons y prendre notre place.
- ▶ Le "peak oil" s'éloigne du fait de l'évolution des techniques et des prix.

[Ci-dessous le texte d'une interview avec M. Jean-Louis Schilansky, président de l'**Union Française des Industries Pétrolières** (UFIP - voir son CV page suivante). Le **PGA** avait précédemment publié un entretien avec le président de l'UFIP dans son édition du 16 février 2012].

PGA : *La France ne compte plus que dix raffineries en activité après plusieurs fermetures au fil du temps. Combien demain ou après-demain ?*

■ **Jean-Louis Schilansky** : La situation du raffinage français et européen demeure difficile. En Europe, la consommation pétrolière décline de 1 à 2% chaque année, soit de l'ordre de 200 000 barils par jour. Cette tendance, qui dure depuis de nombreuses années, a entraîné des réductions de capacités et la France a beaucoup donné dans ce domaine. Et, malheureusement, pour le raffinage européen et français, ce temps des difficultés n'est pas encore achevé.



Copyright : O. Thuillier, AgriAgency.

Récemment, aux problèmes bien connus de notre industrie est venu s'ajouter un élément nouveau qui est la **concurrence des raffineries américaines**. Elles bénéficient, d'une part, d'un approvisionnement en pétrole brut moins cher, avec un différentiel de prix par rapport au **Brent** qui peut atteindre une vingtaine de dollars par baril, et, d'autre part, de coûts d'exploitation plus bas grâce à des fournitures de gaz de schiste à prix compétitif. Ainsi, les Etats-Unis peuvent exporter des produits raffinés vers le marché européen de façon rentable, ce qui complique encore la donne.

PGA : *En France, deux raffineries sont en sursis, l'une auparavant opérée par **Petroplus** [cette interview est publiée quelques jours avant la dernière échéance, à la mi-avril, fixée par le tribunal de commerce de Rouen au sujet de l'éventuelle reprise de la raffinerie de **Petit-Couronne** -*

NDLR] et l'autre par LyondellBasell. Si ces deux raffineries devaient fermer, en aurait-on fini avec les surcapacités sur le marché français ?

■ **J.-L. S.** : Dans l'hypothèse que vous évoquez, celle de deux fermetures, la France serait alors en sous-capacité, car aujourd'hui il existe un équilibre global entre l'offre et la demande. Cependant cette situation masquerait des déséquilibres par produits. Nous demeurerions un pays exportateur d'essence et fortement importateur de gazole.

PGA : *La demande pétrolière française était de 75,3 millions de tonnes en 2012, ce qui nous ramène au niveau de ... 1985. De plus, la consommation de carburants a baissé de 1,6% sur les 12 mois allant de mars 2012 à février 2013 par rapport à la même période un an auparavant. A-t-on touché le fond ?*

J.-L. S. La tendance demeure à la baisse de la consommation et, ce, pour de multiples raisons : les objectifs de la France en matière d'efficacité énergétique ; l'amélioration spectaculaire de l'efficacité des véhicules, ce qui pèse négativement sur la consommation de carburants ; la poursuite de la chute de la demande de fioul domestique, à conditions de climat équivalentes, notamment du fait de la substitution du gaz naturel à ce combustible ; la poursuite de la baisse de la consommation de fioul lourd du fait des réglementations environnementales ; la diminution de la consommation des carburants en raison de la hausse de leurs prix, avec une stabilisation de la demande de gazole et une baisse de 6 à 7% par an de la demande d'essence. Dans cet environnement, seule la consommation de carburéacteur reste en croissance, mais cela ne peut pas compenser le déclin général.

PGA : *L'UFIP estime qu'il subsiste encore des surcapacités de raffinage en Europe (Europe OCDE) et que le processus d'ajustement va donc se poursuivre. Pouvez-vous quantifier cette surcapacité ?*

J.-L. S. : Il existe aujourd'hui une centaine de raffineries en Europe et les surcapacités sont évaluées à au moins 10%, alors que la baisse de la demande de pétrole va se poursuivre.

WHO'S WHO	<p>> Jean-Louis Schilansky Président de l'Union Française des Industries Pétrolières depuis juin 2008</p>
	<p>Délégué général de l'Union Française des Industries Pétrolières (UFIP) entre 2001 et juin 2008, Jean-Louis Schilansky a été nommé président de l'UFIP le 18 juin 2008. Dans cette fonction, il continue d'être le porte-parole de cette organisation qui comprend près de 30 entreprises adhérentes. L'UFIP est un syndicat professionnel qui rassemble les entreprises exerçant en France une activité dans l'un des trois grands secteurs de l'industrie pétrolière : exploration et production de pétrole et de gaz naturel, raffinage et distribution.</p>
	<p>Jean-Louis Schilansky a commencé sa carrière chez Mobil dans l'informatique. Il est ensuite devenu responsable des activités de diversification, directeur régional du réseau de Mobil France, directeur général de Mobil Chypre, analyste planning à New York, directeur plan et approvisionnements à Londres, directeur du raffinage et du marketing France et vice-président de Mobil Europe à Londres. En 1998, il est nommé président de Mobil Europe à Londres puis, en 2000, directeur régional pour l'Europe d'ExxonMobil, basé à Bruxelles.</p>
	<p>Diplômé de l'Ecole nationale supérieure des Mines, Jean-Louis Schilansky est, depuis 2004, membre du Conseil Economique, Social et Environnemental. En septembre 2008, il a été nommé vice-président et trésorier du Mouvement des Entreprises de France (Medef). Il est également président du Medef Paris.</p> <p>Source : UFIP.</p>

Ceci dit, il faut faire le lien avec les **marges de raffinage**. En 2012, l'industrie a bénéficié d'un "ballon d'oxygène" avec de meilleures marges que lors des années précédentes mais, si celles-ci devaient chuter dans un avenir proche, de nouvelles fermetures seraient très probablement inévitables en Europe.

PGA : *En dépit de ce paysage fort sombre, certaines sociétés non européennes lorgnent le marché européen. Comment peut-on expliquer cet intérêt ?*

J.-L. S. : Ce marché reste attractif par certains aspects, en particulier pour de gros producteurs de gazole. Mais il s'agit plutôt de nouveaux débouchés de produits raffinés sur ce marché que de nouveaux entrants industriels.

PGA : *Vous évoquiez à l'instant la question des marges de raffinage en Europe. 2012 a été une fort bonne année avec une marge brute de 34 euros par tonne, contre 14 euros/tonne en 2011, 21 euros/t en 2010 et 15 euros/t en 2009. Plus intéressant encore, la moyenne sur la période entre 1995 et 2012 était de 22 euros/t. La profession n'a-t-elle pas de quoi se réjouir ?*

J.-L. S. : Incontestablement, 2012 a été une année meilleure que les précédentes. Il faut cependant relativiser. Ce n'est pas un excellent résultat. Aujourd'hui, une marge brute de raffinage de l'ordre de 30 euros par tonne permet aux raffineurs de couvrir l'ensemble de leurs coûts, c'est-à-dire les coûts fixes, les coûts variables et les amortissements. Cela permet de reconstituer leur trésorerie mais il ne s'agit pas de "superprofits".

En fait, il faut regarder de près les facteurs qui expliquent le niveau des marges de 2012. Celui-ci est largement la conséquence d'arrêts de raffineries : arrêts définitifs pour certaines de celles qui étaient exploitées par **Petroplus** ; arrêts temporaires chez **Esso** et **Total** qui ont procédé à des grands arrêts techniques sur leurs unités. S'y ajoute la réduction de capacité de traitement de la raffinerie de **Gonfreville**, opérée par Total, passant de 16 millions de tonnes par an à 12 Mt. Ce niveau satisfaisant des marges en 2012 peut difficilement être considéré comme acquis et durable.

**Le niveau satisfaisant
des marges en 2012 ne
peut être considéré
comme acquis et durable**

PGA : *La demande de gazole en France était supérieure à 37 millions de tonnes en 2012 et la production de ce produit par les raffineries française oscille entre 20 et 25 millions de tonnes par an depuis 1995 environ. Comment se fait-il que l'industrie n'ait pas mis à profit tout ce temps pour accroître la production de gazole alors que la croissance de la demande n'est pas un phénomène nouveau, bien au contraire ?*

J.-L. S. : Il est exact que la production française de gazole est à peu près stable mais cela ne signifie pas que rien n'a été fait par les raffineurs. Ils ont compensé par leurs investissements l'impact négatif des fermetures de raffineries, ce qui est loin d'être négligeable. Et cela dans un contexte de rentabilité sensible. Les **écarts de prix** - les spreads - **entre le gazole et l'essence sur le marché de Rotterdam** sont faibles, ce qui n'incite pas à engager de coûteux investissements en distillation. S'y associent le contexte difficile dans lequel travaillent les raffineurs français et la très grande **variabilité des marges de raffinage**. Par ailleurs, les grandes compagnies pétrolières occidentales privilégient l'exploration-production dans l'allocation de leurs investissements : **la rentabilité de l'amont est en effet très supérieure à celle de l'aval**.



Copyright : O. Thuillier, AgrifAgency.

PGA : *Le gouvernement français a récemment indiqué qu'il faudrait aller, de façon progressive, vers un rééquilibrage de la fiscalité sur le gazole et sur l'essence afin de moins avantager le premier de ces produits. Si ces déclarations étaient suivies d'effet, est-ce que cela serait une très bonne nouvelle pour le raffinage français ?*

J.-L. S. : Le paramètre clé demeure la marge brute de raffinage. Si celle-ci restait faible, le rééquilibrage de la fiscalité de carburants, une bonne chose en soi, serait insuffisant pour permettre de sauver des raffineries en difficulté. Si les marges devaient se stabiliser dans une fourchette de 25 à 35 euros par tonne, cela constituerait un vrai soutien. Si, par ailleurs, les prix de l'essence devaient chuter sur les marchés internationaux, une telle évolution pourrait avoir un impact très négatif.

PGA : *Nous sommes sur des hypothèses mais le point que vous venez d'aborder n'est pas du tout improbable compte tenu de la compétitivité renforcée du raffinage aux Etats-Unis que vous évoquiez tout à l'heure. L'UFIP redoute d'ailleurs ce scénario depuis quelques années car cela aggraverait encore la situation des raffineries françaises qui exportent de l'essence, en particulier vers ce marché fort peu "diésélisé".*

J.-L. S. : Cela constitue effectivement pour les raffineries françaises une épée de Damoclès. Jusqu'à aujourd'hui, le marché des Etats-Unis reste ouvert car la demande d'essence demeure soutenue et des fermetures de raffineries interviennent aussi outre-Atlantique.

PGA : *Les prix du pétrole brut ont atteint, en moyenne annuelle, un niveau record en 2012 et 2013 a commencé sous de bons auspices à cet égard en dépit de la crise des dettes souveraines qui frappe durement l'Union européenne, deuxième marché mondial après les Etats-Unis. Quelles sont les perspectives des cours du brut pour 2013 ?*

J.-L. S. : Je suis surpris de la fermeté des prix du brut en ce début d'année malgré la crise européenne, le ralentissement de la croissance économique mondiale, l'accroissement de la production pétrolière des Etats-Unis grâce à l'huile de schiste et l'absence de tensions politiques. Les principaux facteurs qui expliquent le maintien de ce niveau élevé sont probablement la croissance économique de l'Asie et sa demande pétrolière en hausse, un climat économique un peu plus positif qu'attendu aux Etats-Unis, la persistance de tensions géopolitiques au Moyen-Orient et autour de l'Iran et le sentiment que l'Arabie Saoudite ne laisserait pas les prix glisser fortement et durablement en dessous du seuil des \$100 par baril qu'elle considère comme un niveau optimal dans les circonstances actuelles.

La fermeté des prix du brut en ce début 2013 est surprenante

PGA : *Lorsque l'on parle de pétrole à propos de la France, on évoque surtout l'aval. Mais, depuis quelque temps, l'UFIP met aussi l'accent sur l'« amont » du fait du potentiel de notre pays en*

hydrocarbures de roche-mère, plus communément appelés huile et gaz de schiste, et de la découverte de pétrole au large de la Guyane. Sur ce dernier sujet, l'UFIP a récemment indiqué que cette découverte pourrait conduire à une multiplication par cinq de la production pétrolière nationale qui est actuellement de 800 000 tonnes environ. Pouvez-vous expliciter cette prévision ?

J.-L. S. : Nous faisons un parallèle avec le champ de **Jubilee**, découvert par **Tullow Oil** au large du **Ghana**. Jubilee produit de l'ordre de 100 000 barils par jour, soit 5 millions de tonnes par an. Il ne s'agit bien sûr que d'un ordre de grandeur. Nous ne disposons pas aujourd'hui des informations permettant de prédire la production future du champ découvert au large de la Guyane. Il faut attendre les résultats des travaux d'appréciation conduits par **Shell** avant de pouvoir avancer des estimations de réserves et de production.

PGA : *L'avenir de l'exploration-production en France, c'est aussi, et peut-être surtout, le gaz et, éventuellement, l'huile de schiste. Quelle est la position de l'UFIP sur ce sujet très controversé ?*

J.-L. S. : Sur ce sujet, nous nous trouvons dans un débat intensément émotionnel et politique, voire idéologique. Il y a donc beaucoup de travail d'explication à faire. Nous devons tenter de le dépassionner, de le sortir du registre idéologique et de mettre sur la place publique des éléments objectifs. Au regard de l'importance de ce dossier, nous considérons qu'il s'agit là de l'une des missions essentielles de l'UFIP aujourd'hui.

PGA : *Quelle est votre cible principale ? Les pouvoirs publics, les médias, l'opinion publique ?*

J.-L. S. : Notre objectif prioritaire est d'agir sur l'opinion publique. Les pouvoirs publics sont d'abord attentifs aux évolutions de l'opinion publique dans des pays démocratiques.

PGA : *Vous estimez que ce sujet doit avoir sa place dans les débats en France sur la **transition énergétique**.*

J.-L. S. : Ce sujet doit faire partie du débat. L'industrie pétrolière est favorable à l'idée de transition énergétique, mais le chemin de cette transition doit être réaliste. L'enjeu est important pour notre industrie et pour notre pays. N'oublions pas que la France importe respectivement 99% et 98% du pétrole et du gaz qu'elle consomme.

PGA : *Etes-vous optimiste sur la prise en compte de vos positions sur ce thème ?*

J.-L. S. : Le sujet est délicat et, en France, la démarche pragmatique de progrès n'est pas nécessairement la règle. Pour simplifier, aux Etats-Unis, sur un tel sujet, la question sera comment on va faire un certain nombre de choses alors qu'en France on cherchera tous les arguments pour justifier que l'on ne fasse rien. Cette attitude pèse lourdement sur les choix énergétiques. C'est la raison pour laquelle nous proposons qu'au sujet des hydrocarbures de schiste, on mène une démarche d'expérimentation. C'est une voie pour sortir de l'impasse.

Récemment, des frémissements ont été ressentis sur cette question : ainsi, la saisine par le Sénat de l'**Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques**

**L'industrie pétrolière est favorable
à l'idée de transition
énergétique mais le chemin
de celle-ci doit être réaliste**

(OPECST), la création d'un groupe d'études à l'Assemblée nationale sur le gaz de schiste et l'intérêt manifesté par le public lors du débat national sur la transition énergétique. Le sujet n'est donc pas clos et nous allons y prendre notre place.

*PGA : Outre le gaz de schiste, il est aussi question du **gaz de houille** en France. Qu'en pensez-vous ? Il semble que l'UFIP soit un peu réservée sur ce point.*

J.-L. S. : C'est un dossier sur lequel nous portons toute notre attention. La société **European Gas Limited** (EGL), qui effectue des forages en Lorraine, est membre de l'UFIP. Il y a une phase nécessaire d'apprentissage et d'appropriation de ce domaine particulier de l'industrie du gaz. Nous espérons que les résultats seront positifs. Pour la France toutefois, le potentiel du gaz de houille demeurera probablement plus limité que celui du gaz de schiste.

*PGA : Dans une contribution récente au débat sur la transition énergétique, l'UFIP estime que les **réserves mondiales de brut** pourraient avoir une durée de vie supérieure à un siècle. Pouvez-vous développer ce point de vue ?*

J.-L. S. : Le message clé est que le "**peak oil**" s'éloigne du fait de l'évolution des techniques et des prix. L'exploration et la production s'étaient jusqu'à récemment concentrées sur des réservoirs importants vers lesquels le pétrole et le gaz avaient migré. Avec les hydrocarbures non conventionnels, on s'intéresse aux **hydrocarbures disséminés** et l'on a mis au point des techniques, ou des combinaisons de techniques, qui permettent leur extraction, ce qui ouvre un potentiel considérable. Il y a là un véritable changement de paradigme, un "game changer". Le potentiel pétrolier et gazier mondial demeure donc très important, sans doute beaucoup plus que ce que l'on estimait encore il y a dix ans.

